



Yuriy Lachko, un agriculteur de la région de Dnipropetrovsk (est de l'Ukraine) qui cultive des céréales, a vu sa récolte fondre après avoir utilisé des pesticides contrefaits. Il a essayé de se retourner contre le distributeur, APK-Invest, et a été rossé par des hommes de main. La société a changé d'adresse et de direction.

Au Salon, les enquêteurs continuent de passer de stand en stand, essayant de se procurer des échantillons à des fins d'analyse. « J'ai organisé une fois un achat de 10 000 dollars [8 800 euros] pour pouvoir remonter au fabricant. C'est la somme minimale de prépaiement pour pouvoir déposer une plainte. Mais si la police chinoise acceptait de saisir la marchandise et de bloquer le transport, elle refusait d'enquêter pour remonter à la source », raconte M. Yvon. L'affaire s'est arrêtée là.

Au deuxième jour de déambulation dans les allées d'AgroChemex, une nouvelle occasion se présente. Yin Jackson, responsable commercial de Sino Agro-Chemical Industry Ltd, nous raconte ses tracas. « Avant, nous faisons la Roumanie, mais depuis son intégration à l'Union européenne [janvier 2007], c'est devenu trop compliqué », confie-t-il. A notre demande de visiter l'un de ses sites de production, l'homme se raidit : « Pourquoi voulez-vous le voir ? »

La sortie annoncée du carnet de chèques pour payer l'avance sur une grosse commande d'un insecticide à base de thiaméthoxam, produit par Syngenta et destiné principalement aux cultures de maïs et de soja, débloque la situation. Direction Nanjing, une ville « moyenne » de environ 8 millions d'habitants, à quelque 300 kilomètres de Shanghai. « L'ancienne usine, à quelques kilomètres, a été fermée par les autorités chinoises parce que trop dangereuse et insalubre », une dizaine de femmes conditionnent un produit phytochimique dans des bidons qu'elles ornent de étiquettes en bout de chaîne.

A notre demande, sans doute trop pressante, Yin Jackson, de plus en plus suspicieux, nous explique qu'il n'a pas de stock, mais qu'il peut produire en quelques semaines, délai auquel il faut ajouter la durée du transport en bateau jusqu'à l'un des ports européens, soit trois à quatre semaines. L'essentiel de sa production est destinée à l'Asie, mais aussi au Brésil et aux pays africains comme la Zambie ou le Ghana.

UNE LUTTE RÉCENTE

Au royaume de la contrefaçon, les autorités chinoises interviennent parfois. Il faut alors fournir la preuve de la fabrication d'une molécule, sous brevet, identifier la société qui produit, cibler l'intermédiaire, dont la raison sociale change régulièrement au bout de quelques mois et éventuellement le transporteur. « La fabrication d'une substance active, souvent en Chine, ne constitue pas une infraction en soi, c'est ce qu'on en fait ensuite qui peut être illégal, précise le colonel Bruno Manin, à la tête de l'Occleasp. Le produit contrefait, c'est d'abord une affaire de business, d'argent. Mais il peut être moins bien fait et représenter un danger pour la santé publique ou la pollution des sols. »

C'est sur ce point qu'insistent les représentants de l'industrie chimique, Syngenta, Bayer, BASF, Monsanto... « Toute contrefaçon a un impact sur les entreprises, mais la problématique n'est pas la même que pour des sacs à main. Il y a un encadrement précis, au niveau sanitaire et environnemental, plaide Eugenia Pommarèt, la directrice générale de l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP). Si des produits contrefaits arrivent sur le marché, cela signifie qu'ils ont échappé à toute évaluation. Au mieux, il peut y avoir un impact sur les cultures, qui sont grillées. Plus grave, le produit fait courir un risque à l'agriculteur et au consommateur. »

La lutte contre ces produits illégaux est assez récente. En 2009, des douaniers du port d'Hambourg, en Allemagne, découvrent des conteneurs de réipients de pesticides sans étiquette en provenance de Chine, des produits contrefaits de la société allemande Bayer. « Cela a été le point de départ d'une prise de conscience », explique Thierry Henne (OLAF).

En novembre 2012, se tient une conférence internationale sur le sujet à Alicante, en Espagne, entre l'Andra Afrimural et la l'Office de



majeur pour la Chine, et des ressortissants de tous les pays asiatiques déambulent entre les stands, décorés de photos de magnifiques cultures, pommes aussi grosses que des melons, fleurs aux couleurs étourdissantes et photos de laboratoires et d'unités de production aussi rutilants qu'un bloc opératoire. Nous sommes vite repérés. Des jeunes filles, qui ont glané des rdiments de Français pendant leurs études en France, nous abordent et jouent les intermédiaires auprès des commerçants. Notre traducteur veille discrètement sur les échanges que ces derniers ont entre eux. Ce monde très discret sait qu'il est sous surveillance, et la méfiance est de mise.

« COMME DE LA LESSIVE »

« En Chine, on a une équipe répartie dans les différentes provinces, explique Thierry Yvon. C'est un pays avec une agriculture très morcelée, des millions de petites boutiques qui vendent des produits, des dizaines de milliers d'usines et de laboratoires qui les fabriquent. Au Vietnam, nous menons une véritable guerre de tranchées avec les contrefaçteurs. Nos produits phares sont copiés avec des résultats de mauvaise qualité. Ce qui se traduit par une méfiance des agriculteurs à l'égard de nos produits. La réputation, la confiance, la sécurité sont des enjeux importants de cette guerre. »

Dans les allées du Salon, les contacts sont difficiles. Pour acheter un produit interdit à la vente en Europe – nous sommes censés être des intermédiaires belges intéressés par l'importation de produits chinois, fausses cartes de visite à l'appui –, il faut rassurer notre futur partenaire sur les autorisations dont nous disposons. Nulle autre formalité, mais une partie du paiement à la commande.

Un produit est proposé sous une version contrefaite, l'entreprise ne disposant pas du droit



Daniel Bouix, apiculteur dans les Pyrénées-Orientales, a perdu des centaines de milliers d'abeilles à cause d'un pesticide, en 2009.

choses pour vous. » Affichant notre volonté d'acheter 20 tonnes du produit, elle accepte de nous faire visiter l'un de leurs laboratoires, à la périphérie de Shanghai. C'est là que sont formulées les substances actives en provenance d'autres régions chinoises : sous forme de granulés, émulsions, liquides. A la

question : « Pouvez-vous coller des étiquettes

égyptiennes qui nous achètent des produits en poudre et les font passer comme de la lessive. »

Mais les représentants de ces sociétés, très conciliantes, avertissent toujours. « Vous pouvez avoir des autorisations et nous pouvons vous aider à les avoir », assurent-ils. Les produits peuvent être refoulés à leur arrivée